



**REF. DOSSIER** TER-ART-2018-56184-CAS-125069-B5T2D8

**INTERLOCUTEUR** Sandrine ESTARELLAS

**TÉLÉPHONE** 02 99 02 24 06

**MAIL** Rte-cdi-nts-scet@rte-france.com

**OBJET** PA -PLUi valant SCoT - QUESTEMBERT COMMUNAUTE



A LA CHAPELLE-SUR-ERDRE, le 08 JUIN 2018

## BORDEREAU D'ENVOI

*Nous vous transmettons, ci-joint le(s) document(s) suivant(s) :*

*Copie du courrier de réponse de RTE aux services de l'Etat.*

Le Service Concertation Environnement Tiers

### Destinataire

**CC du Pays de Questembert**

**16, avenue de la gare**

**56230 Questembert**





VOS REF.

NOS REF. LE-DI-CDI-NTS-SCET-18-URBANISME

REF. DOSSIER TER-ART-2018-56184-CAS-125069-B5T2D8

INTERLOCUTEUR Sandrine ESTARELLAS

TÉLÉPHONE 06 99 02 24 06

MAIL Rte-cdi-nts-scet@rte-france.com  
0811 101 129

OBJET PA -PLUi valant SCoT - QUESTEMBERT COMMUNAUTE

DDTM du Morbihan

1 allée du général Le Troadec  
BP 520  
56019 Vannes Cedex

À l'attention de :  
Mme Laurence THEVENIN

LA CHAPELLE-SUR-ERDRE, le **08 JUIN 2018**

Monsieur le Préfet,

Nous accusons réception du dossier du projet d'élaboration du PLUi VALANT SCoT de QUESTEMBERT Communauté, arrêté par délibération en date du 16 avril 2018 et transmis pour avis le 09 mai 2018 par vos Services.

Nous vous confirmons que votre territoire est traversé par les ouvrages à haute et très haute tension (>50 000 volts) du Réseau Public de Transport d'Électricité suivants :

---

*Questembert*

---

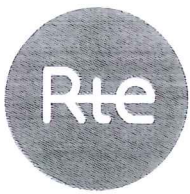
LIAISON 400kV N° 1 CALAN - CORDEMAIS-POSTE,  
LIAISON 400kV N° 2 CORDEMAIS-POSTE - MARTYRE (LA),  
LIAISON 63kV N° 1 QUESTEMBERT-ST-GRAVE,  
LIAISON 63kV N° 1 QUESTEMBERT-THEIX,  
POSTE DE TRANSFORMATION D'ENERGIE ELECTRIQUE, 63kV QUESTEMBERT.

---

*Berric*

---

LIAISON 225kV N° 1 BEZON-PONTCHATEAU,  
LIAISON 225kV N° 1 CORDEMAIS-POSTE - GUERSAC - THEIX,  
LIAISON 225kV N° 1 CORDEMAIS-POSTE - POTEAU-ROUGE.



---

*Caden*

---

LIAISON 400kV N° 1 CALAN - CORDEMAIS-POSTE,  
LIAISON 400kV N° 2 CORDEMAIS-POSTE - MARTYRE (LA).

---

*La Vraie-Croix*

---

LIAISON 63kV N° 1 QUESTEMBART-THEIX.

---

*Larré*

---

LIAISON 400kV N° 1 CALAN - CORDEMAIS-POSTE,  
LIAISON 400kV N° 2 CORDEMAIS-POSTE - MARTYRE (LA),  
LIAISON 63kV N° 1 QUESTEMBART-THEIX.

---

*Lauzach*

---

LIAISON 63kV N° 1 AMBON-THEIX.

---

*Le Cours*

---

LIAISON 225kV N° 1 BEZON-PONTCHATEAU,  
LIAISON 225kV N° 1 BEZON-POTEAU-ROUGE.

---

*Limerzel*

---

LIAISON 400kV N° 1 CALAN - CORDEMAIS-POSTE,  
LIAISON 400kV N° 2 CORDEMAIS-POSTE - MARTYRE (LA).

---

*Molac*

---

LIAISON 63kV N° 1 QUESTEMBART-ST-GRAVE.



---

*Pluherlin*

---

LIAISON 400kV N° 1 CALAN - CORDEMAIS-POSTE,  
LIAISON 400kV N° 2 CORDEMAIS-POSTE - MARTYRE (LA),  
LIAISON 63kV N° 1 MALESTROIT-ST-GRAVE,  
LIAISON 63kV N° 1 QUESTEMBERG-ST-GRAVE.

---

*Saint-Gravé*

---

LIAISON 63kV N° 1 ALLAIRE-ST-GRAVE,  
LIAISON 63kV N° 1 MALESTROIT-ST-GRAVE,  
LIAISON 63kV N° 1 QUESTEMBERG-ST-GRAVE,  
POSTE DE TRANSFORMATION D'ENERGIE ELECTRIQUE, 63kV ST-GRAVE.

L'étude de ce document nous amène à formuler quelques demandes d'adaptation pour rendre compatible l'existence de nos ouvrages publics de transport électrique et le document d'urbanisme.

En effet, pour remplir sa mission de service public, RTE doit pouvoir effectuer les opérations de maintenance et les réparations nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement des ouvrages de transport d'électricité (élagage, mise en peinture, changement de chaîne d'isolateurs, remplacement d'un support en cas d'avarie...).

Les lignes électriques haute tension précitées traversent les zones du territoire de Questembert Communauté (Cf. se reporter au tableau ci-dessous).

Tableau des zones traversées  
par les ouvrages du Réseau Public de Transport d'électricité

<b>Communes</b>	<b>Zones concernées</b>	<b>Observations</b>
QUESTEMBERG	A - Ai - N	Identification de terrains classés en EBC incompatibles avec la présence des ouvrages du Réseau Public de Transport d'électricité.
BERRIC	A - Ab - N - Ub - Nf	
CADEN	A - N - Nf	
LA VRAIE-CROIX	A - N	Identification de terrains classés en EBC (lieudit KERALVY) incompatibles avec la présence des ouvrages du Réseau Public de Transport d'électricité et d'un emplacement réservé (110) à proximité d'un ouvrage RTE.
LARRÉ	A - N	Identification de terrains classés en EBC (lieudits L'Hôpital et Kerhulo) incompatibles avec la présence des ouvrages du Réseau Public de Transport d'électricité.
LE COURS	A - N - Nf	
LAUZACH	A	
LIMERZEL	A - N	Identification de terrains classés en EBC (lieudit DECHET) incompatibles avec la présence des ouvrages du Réseau Public de Transport d'électricité

<b>Communes</b>	<b>Zones concernées</b>	<b>Observations</b>
MOLAC	A - N	Identification de terrains classés en EBC (lieudits TOULICOUËT et LE GUERNET) incompatibles avec la présence des ouvrages du Réseau Public de Transport d'électricité
PLUHERLIN	A - N	Identification de terrains classés en EBC (lieudits LES HAIES GOHIES) incompatibles avec la présence des ouvrages du Réseau Public de Transport d'électricité
SAINT-GRAVÉ	A - N - Nf - Ue - Ab	

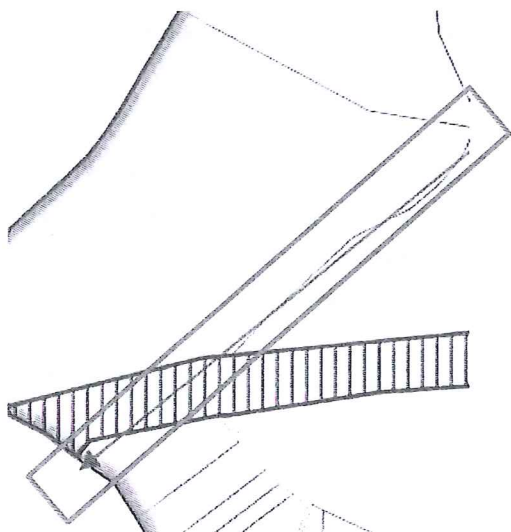
## 1/ Annexe concernant les servitudes I4

### 1.1. Le plan des servitudes

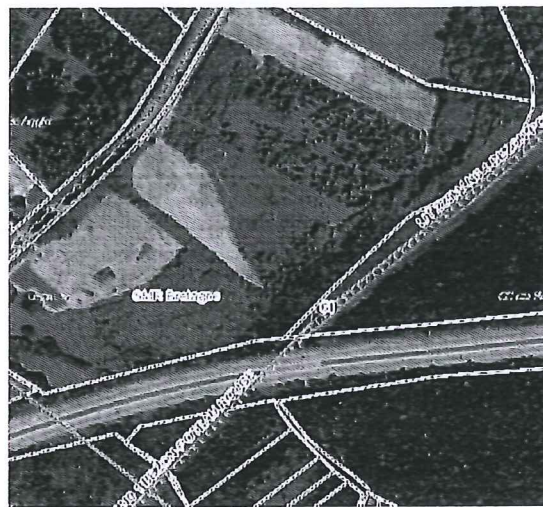
Après étude du plan de servitude, nous constatons que les ouvrages électriques cités ci-dessus ne sont pas bien représentés :

- Le report des tracés de la servitude I4 est inexact :

Exemple sur la commune de « Le Cours »

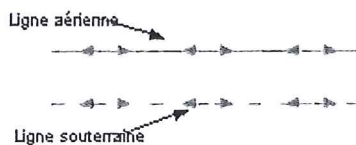


Source : Planche 1 du plan des servitudes



Source : Cartographie RTE

- La symbologie utilisée est incomplète: Le guide méthodologique de la numérisation des SUP norme comme suit, la symbologie des servitudes I4 :



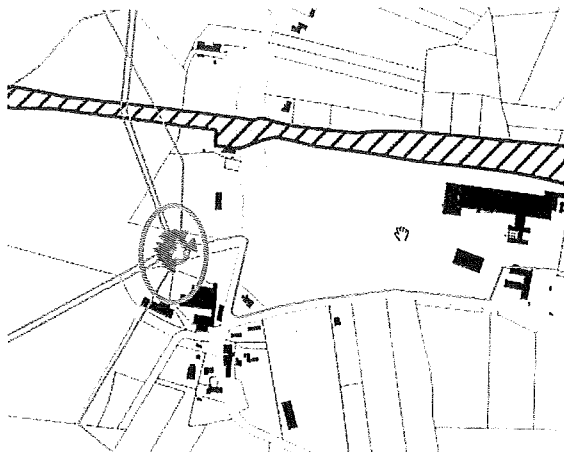
- Le nom des ouvrages du Réseau Public de Transport d'électricité n'a pas été reporté sur les plans des servitudes.



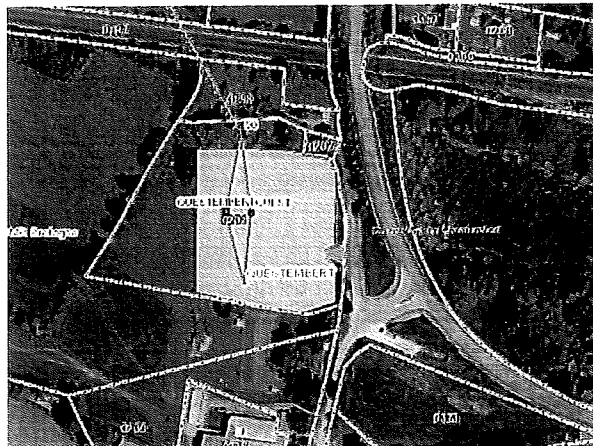


- La matérialisation du poste de transformation d'énergie électrique est incorrecte et inexacte :

Exemple sur la commune de Questembert



Source : Planche n°4 des plans des servitudes



Source : Cartographie RTE

A cet effet, vous trouverez en annexe à ce courrier les cartes permettant de les situer.

Nous vous informons également que le tracé de nos ouvrages en exploitation est disponible au format SIG sur le site de l'Open Data RTE (<https://opendata.rte-france.com/pages/accueil/>) et en y faisant une recherche sur « INSPIRE ».

### 1.2. Liste des servitudes

La Liste des servitudes pour PLUi valant SCoT de Questembert Communauté n'a pas été élaborée, ou n'a pas été mise en ligne depuis le site : <http://www.questembert-communaute.fr/amenagement/le-plui-valant-scot/le-plui-arrete>.

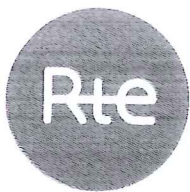
Dans le cadre de notre réponse<sup>1</sup> à avis lors du porter à connaissance, en date du 09 décembre 2014, nous vous avons formulé plusieurs remarques.

Ces remarques n'ont pas été prises en compte dans le dossier de PLU. Vous trouverez ci-joint la copie de ce courrier, et **une note d'information relative à nos servitudes I4 que nous vous demandons de bien vouloir joindre dans les annexes des servitudes.**

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), **il convient de noter leur appellation complète et leur niveau de tension dans la liste des servitudes I4 (articles L.321-1 et suivants et L.323-3 et suivants du Code de l'énergie)**, ainsi que les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

**RTE - GMR BRETAGNE**  
**1 rue AMPERE**  
**Zone de Kerourvois sud**  
**29500 ERGUE GABERIC**  
**Standard : 02 98 66 60 00**  
**Fax : 02 98 66 60 09**

<sup>1</sup> Courrier référencé LE-ING-CDI-NTS-SCET-14-00957




A cet effet, les ouvrages indiqués ci-dessus vous permettront d'élaborer la liste à mentionner dans l'annexe du PLUi valant SCoT de Questembert Communauté.

La note d'information « actualisée » relative à la servitude I4 précise notamment qu'il convient de contacter le Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

- Pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis.
- Pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de nos ouvrages précités.

## **2/ Le document graphique du PLUi valant SCoT de Questembert Communauté**

### En préambule : Lisibilité des planches du règlement graphique

Le découpage des différentes planches en secteurs géographiques pour la commune de Questembert par exemple, est difficile à appréhender. En effet, il n'existe aucun repère de transition entre les différentes planches (Est, Ouest, Nord, Sud-est, etc....). Il serait judicieux de reporter le nom de la commune concernée par chaque zone signalisée en rouge  et celles qui lui sont limitrophes. De plus, certaines cartouches de légende sont orientées dans le sens contraire de lecture par rapport à la carte (exemple règlement graphique Questembert planche Est).

### 2.1. Espace boisé classé

Certains ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont situés en partie dans un espace boisé classé (EBC). Or, nous attirons votre attention sur le fait que « les servitudes I4 sont incompatibles avec le classement d'un terrain en EBC, tel que cela a d'ailleurs été précisé par le juge dans les termes suivants : « Le passage d'une ligne de transport d'énergie à très haute tension est incompatible, compte-tenu des servitudes qu'il entraîne, avec le classement des terrains surplombés comme espaces boisés classés » (CE, 13 octobre 1982, commune de Roumare).

C'est pourquoi, nous vous demandons par conséquent de bien vouloir procéder au déclassement, tout au moins partiel, de l'espace boisé traversé par nos ouvrages sur le territoire de Questembert communauté et de faire apparaître sur le plan graphique une emprise, sans EBC, sur la partie des terrains où se situent les lignes.

Les largeurs à déclasser sous les lignes sont les suivantes :

- de 05 mètres de part et d'autre de l'axe des lignes souterraines,
- de 30 mètres de part et d'autre de l'axe des lignes 63 kV et 90 kV,
- de 40 mètres de part et d'autre de l'axe des lignes 150 kV et 225 kV,
- de 50 mètres de part et d'autre de l'axe des lignes 400 kV,
- de 40 mètres de part et d'autre de l'axe des lignes 2 x 63 kV et 2 X 90 kV,
- de 80 mètres de part et d'autre de l'axe des lignes 2 x 225 kV,

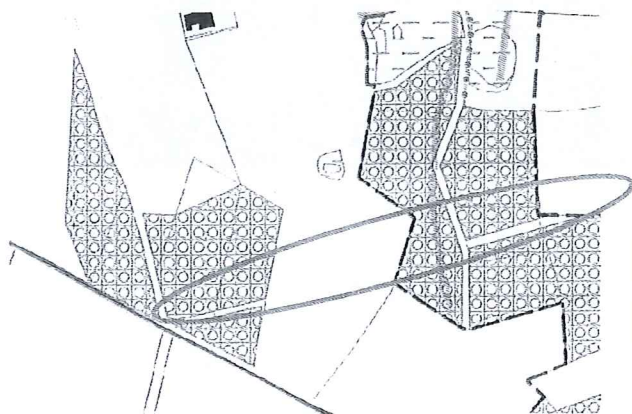


- de 100 mètres de large de part et d'autre de l'axe des lignes 2 x 400 kV.

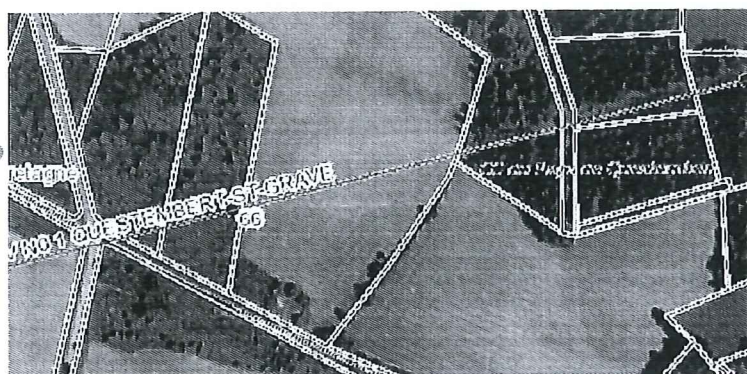
Vous trouverez ci-dessous quelques exemples de déclassement EBC à réaliser :

#### **Commune de Molac au lieu-dit « Toulicouët »**

Exemple de déclassement à réaliser d'une largeur de 30 mètres de part et d'autre de l'axe de la liaison 63kV N°1 Questembert-St Grave :



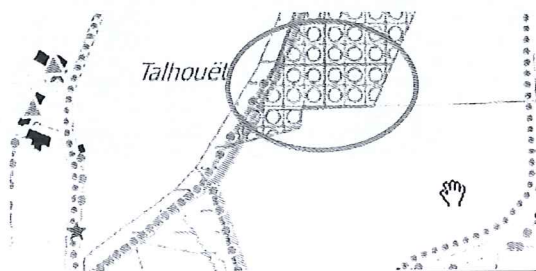
Source : Règlement graphique Questembert Nord



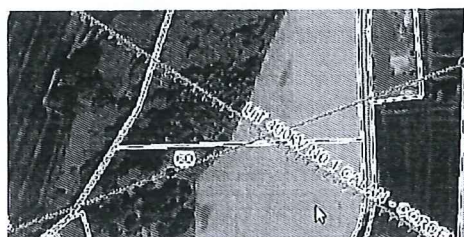
Source : Cartographie RTE

#### **Commune de Questembert au lieu-dit « Talhouët »**

Exemple de déclassement à réaliser d'une largeur de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des liaisons 400kV N°1 Calan Cordemais Poste et 400kV N°2 Cordemais-poste – La Martyre :



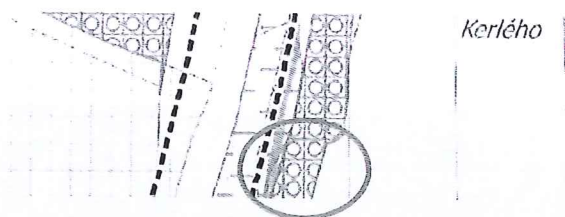
Source : Règlement graphique Questembert Nord



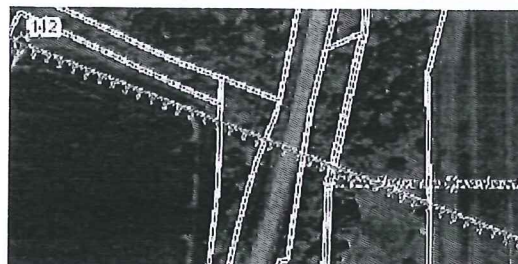
Source : Cartographie RTE

### Commune de Questembert au lieu-dit « Kerlého »

Exemple de déclassement à réaliser d'une largeur de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des liaisons 400kV N°1 Calan Cordemais Poste et 400kV N°2 Cordemais-poste – La Martyre :



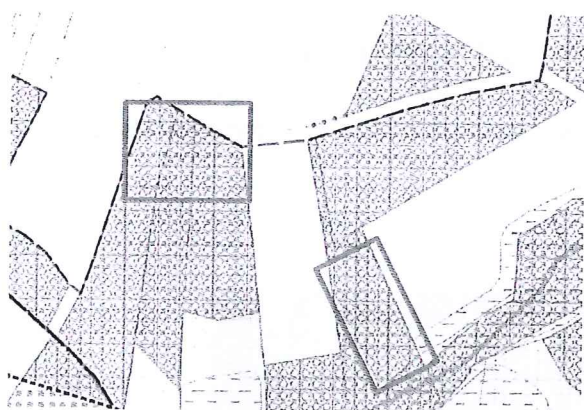
Source : Règlement graphique Questembert Nord



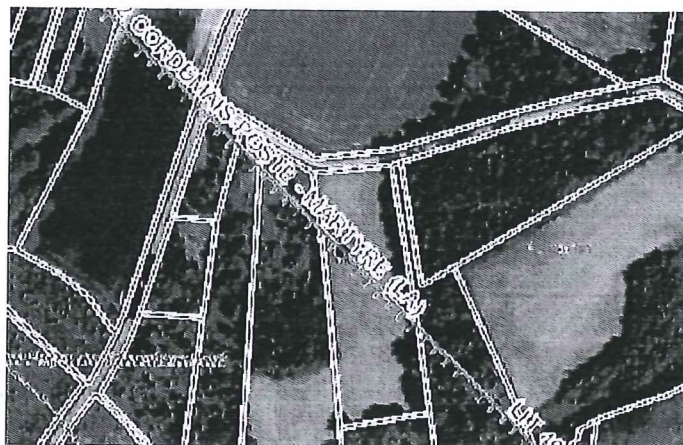
Source : Cartographie RTE

### Commune de Pluherlin au lieu-dit « Les Haies Gohies »

Exemple de déclassement à réaliser d'une largeur de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des liaisons 400kV N°1 Calan Cordemais Poste et 400kV N°2 Cordemais-poste – La Martyre :



Source : Règlement graphique Questembert Est



Source : Cartographie RTE

## 2.2. Emplacement réservé

Si des ouvrages du réseau public de transport d'électricité se situent à proximité d'emplacements réservés, nous attirons votre attention sur le fait que les travaux envisagés sur ces emplacements devront tenir compte de la présence des ouvrages électriques susvisés. En effet, tous les travaux situés à proximité d'un ouvrage de transport électrique nécessitent des précautions particulières.





### 3/Le Règlement

#### 3.1 Dispositions générales

##### 3.1.1 Nouvelles destinations et sous-destinations définies par l'arrêté du 10 novembre 2016.

Les ouvrages à haute et très haute tension de 63kV à 400kV sont développés, exploités et maintenus par RTE. Ils relèvent de la destination "Equipement d'intérêt collectif et services publics" et de la sous-destination, " Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées" (Cf. Articles R151-27 ET R151-28 du code de l'urbanisme).

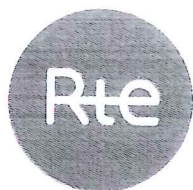
Afin d'éviter toute ambiguïté de lecture, nous vous demandons d'employer la terminologie légale « **Equipement d'intérêt collectif et services publics** » pour identifier les ouvrages de transport d'énergie électrique à haute et très haute tension dans l'ensemble du règlement littéral.

**Si des expressions ou terminologies différentes sont employées indépendamment de la définition légale citée ci-dessus, il conviendra de définir expressément les ouvrages du Réseau Public de Transport d'Électricité pour ces autres vocables, à l'article 8 Définitions, dans les dispositions générales du règlement.**

Les ouvrages spécifiques ou techniques, que sont les ouvrages du Réseau Public de Transport d'électricité ainsi que la notion de « nouvelles destinations et sous-destinations » n'ont fait l'objet d'aucunes définitions pour le projet de PLUi valant SCOT de Questembert.

Aussi, nous vous demandons de corriger les paragraphes suivants, cités à titre d'exemple :

- « Sont principalement autorisés en zone A, les constructions, annexes (aux habitations), installations, aménagements et travaux nécessaires à l'exploitation agricole ainsi que ceux nécessaires aux services publics ~~ou~~ et d'intérêt collectif et les extensions de constructions existantes à destination d'habitation. » (Cf. page 7, Article 3 Division du territoire).
- « Sont principalement autorisés en zone N, les constructions, annexes (aux habitations), installations, aménagements et travaux nécessaires aux services publics ~~ou~~ et d'intérêt collectif et les extensions de constructions existantes à destination d'habitation. » (Cf. page 7, Article 3 Division du territoire).
- « Cette interdiction ne s'applique pas :
  - aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières,
  - aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières,
  - aux réseaux et ouvrages d'intérêt public et collectif, ....
  - aux ouvrages techniques de stockage, de distribution ou de transport liés au fonctionnement des réseaux d'intérêt public et collectif ainsi qu'aux



constructions... » (Cf pages 11 et 12 Article 4 Informations délivrées par les documents graphiques du PLUi). Etc...

### 3.1.2 Ouvrages spécifiques

La notion d'Ouvrages spécifiques ou d'ouvrages techniques que sont les ouvrages RTE, n'a pas été définie dans le lexique.

Il conviendra d'ajouter les caractéristiques des lignes HTB qui sont des ouvrages techniques spécifiques :

- En hauteur et en tenue mécanique, ils sont soumis à des règles techniques propres (arrêté interministériel technique). Ils peuvent également être déplacés, modifiés, ou surélevés pour diverses raisons (sécurisation de traversées de routes, autoroutes, voies ferrées, construction de bâtiments, etc.).

Nous vous préconisons de compléter en page 26 au paragraphe Hauteur, la phrase suivante : « **Les ouvrages spécifiques** et les installations techniques sont exclus du calcul de la hauteur ».

- Leurs abords doivent faire l'objet d'un entretien tout particulier afin de garantir la sécurité des tiers (élagage et abattage d'arbres) et leur accès doit être préservé à tout moment.

Les affouillements et les exhaussements doivent être également autorisés pour l'ensemble de nos ouvrages.

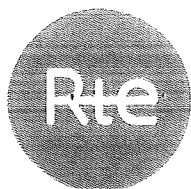
**La lecture du document d'urbanisme met en exergue que plusieurs règles d'implantation et de prospect ne prennent pas suffisamment en compte la spécificité technique des ouvrages RTE.**

### 3.1.3 Autorisation expresse

Nous soulignons l'importance de l'autorisation expresse que RTE doit posséder pour effectuer ses travaux d'entretien, de maintenance et de réparations dans les dispositions générales de toutes les zones, secteurs et sous-secteurs traversés par nos ouvrages RTE.

Nous vous demandons de compléter l'article 9 dédié à la présentation de l'ensemble des secteurs et sous-secteurs (pages 28 à 31) et dans les dispositions applicables dans chaque règlement spécifique des zones (pages 34 à 107), comme suit :

Secteurs	Descriptif
<b>A</b>	Le secteur A correspond aux espaces dédiés à l'exercice des activités agricoles et abrite ainsi l'ensemble des sièges et sites d'exploitation agricole. Elle comprend également de l'habitat de tiers isolé sous forme d'habitation ou de groupements d'habitations. <b>Les Equipement d'intérêt collectif et services publics y sont autorisés conformément à l'article L151.11.1° du code de l'urbanisme.</b>
<b>Ab</b>	Ce secteur autorise l'exploitation des terres agricoles mais interdit la création de toutes nouvelles constructions et installations agricoles. <b>Les Equipement d'intérêt collectif et services publics y sont autorisés conformément à l'article L151.11.1° du code de l'urbanisme.</b>



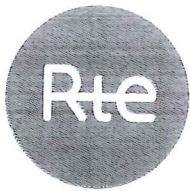
Secteurs	Descriptif
<b>Ai</b>	Ce secteur est dédié aux activités économiques isolées en campagne qui nécessitent d'être accompagnées ou confortées. Le secteur Ai comprend un sous-secteur Ais dans lequel sont autorisées les activités de service où s'effectue l'accueil du public ainsi que les activités de restauration. <b>Les Equipement d'intérêt collectif et services publics y sont autorisés conformément à l'article L151.11.1° du code de l'urbanisme.</b>
<b>N</b>	Le secteur N recouvre les espaces à protéger en raison de leur(s) qualité(s) environnementale(s) et/ou écologique(s) et/ou paysagère(s). Ce secteur peut comprendre des habitations ou groupements isolés. <b>Les Equipement d'intérêt collectif et services publics y sont autorisés conformément à l'article L151.11.1° du code de l'urbanisme.</b>
<b>Nf</b>	Correspondant aux espaces naturels forestiers qui font l'objet d'un plan simple de gestion et autorise les constructions et installations liées à l'exploitation sylvicole. <b>Les Equipement d'intérêt collectif et services publics y sont autorisés conformément à l'article L151.11.1° du code de l'urbanisme.</b>
<b>Ub</b>	Cette zone à vocation mixte à dominante résidentielle correspond à l'ensemble des quartiers pavillonnaires autour des centres-bourgs ainsi que de certains villages (confère justification sur la catégorisation des écarts). Ce sont des secteurs principalement d'habitat qui acceptent activités, services, commerces et autres destinations compatibles avec l'habitat. Le bâti, est généralement de densité moyenne caractérisé par de l'habitat pavillonnaire (individuel mitoyen ou non). Le secteur Ub comprend un sous-secteur Ubb qui couvre les espaces non desservis par l'assainissement collectif. <b>Les Equipement d'intérêt collectif et services publics y sont autorisés conformément à l'article L151.11.1° du code de l'urbanisme.</b>
<b>Ui</b>	Le secteur Ui est destiné aux activités et installations économiques et plus précisément les activités industrielles, artisanales et tertiaires associées. Le secteur Ui comprend trois sous-secteurs : Un sous-secteur Uir dans lequel sont autorisées en plus des constructions et installations autorisées en Ui, les constructions à destination de restauration Un sous-secteur Uis dans lequel sont autorisées en plus des constructions et installations autorisées en Ui, les constructions à destination de restauration, celles liées aux activités de service où s'effectue l'accueil du public ainsi que les commerces de détail dont l'unité commerciale est comprise en 300m <sup>2</sup> et 1000m <sup>2</sup> de surface de vente. Un sous-secteur Uim amené à accueillir des activités économiques très variées. C'est pourquoi sont autorisées les constructions à destination de restauration, celles liées aux activités de service où s'effectue l'accueil du public ainsi que les commerces de détail sans limite de surface de vente et les hébergements touristiques et hôteliers. <b>Les Equipement d'intérêt collectif et services publics y sont autorisés conformément à l'article L151.11.1° du code de l'urbanisme.</b>

Plus généralement, pour les chapitres spécifiques des zones précitées, nous vous demandons d'indiquer :

- Que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité « HTB » (50 000 Volts) faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.
- Que les ouvrages de Transport d'Électricité « HTB » sont admis et que RTE a la possibilité de les modifier ou de les surélever pour des exigences fonctionnelles ou/et techniques.

Nous vous précisons à cet égard qu'il est important que nous puissions être consultés pour toute demande d'autorisation d'urbanisme, afin que nous nous assurions de la compatibilité des projets de construction avec la présence de nos ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.





Vous trouverez également, pour information, la plaquette "PREVENIR pour mieux CONSTRUIRE" relative à nos recommandations concernant les travaux à effectuer à proximité des ouvrages électriques à haute et très haute tension.

Nous rappelons en outre que toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de nos ouvrages doit, après consultation du guichet unique ([www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr)), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R.554-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Dans le cadre de la procédure de consultation que vous initiez, nous vous demandons de bien vouloir nous transmettre le nouveau dossier complet du projet d'arrêt du PLUi valant SCoT afin d'être en mesure d'émettre un avis à ce stade ultime de la procédure.

De préférence, nous souhaiterions recevoir le dossier du projet d'arrêt du PLUi valant SCoT via un lien de téléchargement.

Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Directeur Adjoint,  
Centre Développement Ingénierie Nantes,

David PIVOT

PJ : Cartes, Note d'information relative à la servitude I4 et la plaquette « PREVENIR pour mieux construire »

Copie : Communauté de communes de Questembert



## NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES

### Ouvrages du réseau d'alimentation générale

#### SERVITUDES I4

#### Ancrage, appui, passage, élagage et abattages d'arbres

#### REFERENCES :

- Articles L.321-1 et suivants et L.323-3 et suivants du Code de l'énergie ;
- Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
- Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

#### EFFETS DE LA SERVITUDE

Ce sont les effets prévus par les articles L.323-3 et suivants du Code de l'énergie. Le décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

#### A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation).

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (article L.323-4 du Code de l'énergie).

#### B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

##### 1°/ Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir



prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

## **2°/ Droits des propriétaires**

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

### **REMARQUE IMPORTANTE**

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toute délivrance de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

### **EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX**

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (excepté les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).

En application du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, codifié aux articles R.554-20 et suivants du Code de l'environnement, le maître d'ouvrage des travaux est soumis à plusieurs obligations et doit notamment consulter le guichet unique sur l'existence éventuelle d'ouvrages dans la zone de travaux prévue.

Lorsque l'emprise des travaux entre dans la zone d'implantation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit réaliser une déclaration de projet de travaux (DT).

L'exécutant des travaux doit également adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) reprenant les mêmes informations que la DT (localisation, périmètre de l'emprise des travaux, nature des travaux et techniques opératoires prévues).

L'exploitant des ouvrages électriques répond alors dans un délai de 9 jours pour les DT dématérialisées et 15 jours pour les DT non dématérialisées et toute DICT. Des classes de précisions sont données par les exploitants et des investigations complémentaires peuvent être réalisées.

### **SERVICES RESPONSABLES**

**NATIONAL :** Ministère en charge de l'énergie

#### **REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX :**

Pour les tensions supérieures à 50 000 volts

- DREAL,
- RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale

- DREAL,
- Distributeurs Enedis et /ou Régies.